

GROUPE DE TRAVAIL DU 2 JUIN 2015

DECLARATION

Monsieur le Directeur,

Vous avez annoncé la fermeture de 3 Trésoreries concentrées dans le sud de la Seine et Marne au 1^{er} Janvier 2016. Lors du CTL du 31 Mars l'annonce était de 3 Trésoreries de petite taille « mais plutôt 2 ».

Quelle surprise d'apprendre la fermeture de la Trésorerie de SAINT FARGEAU PONTIERRY qui n'est pas un poste de petite taille. Quant à l'annonce faite du gel des 2 postes comptables à LA CHAPELLE-LA-REINE et à CHATEAU LANDON, nous avons bien compris qu'il préfigurait la fermeture de ces 2 postes.

La Trésorerie de ST FARGEAU fonctionne bien.

La Trésorerie de LA CHAPELLE LA REINE fonctionne bien.

Votre décision d'y affecter un Inspecteur en lieu et place du chef de poste, a fragilisé cette Trésorerie pour mieux la fermer.

Quant à celle de CHATEAU LANDON vous avez organisé la condamnation de ce poste : sous-effectif chronique depuis Septembre 2013 (3 départs à la retraite non remplacés ; 2 en 2013, et 1 en 2014), chef de poste laissé dans le désarroi le plus complet..

Force est de constater que vous refusez de maintenir le réseau de proximité au détriment des agents et des Collectivités.

Nous nous opposons à la destruction pure et simple du maillage territorial, du réseau de proximité de la DGFIP!

Vous invoquez dans les documents préparatoires, reçus seulement 4 jours avant la présente réunion, le changement de la carte de l'intercommunalité pour justifier vos projets.

Pour notre part, cette modification est en lien directe avec la réforme territoriale que le gouvernement met en place, et que la DG s'empresse d'appliquer dès à présent.

Votre projet de fusion-absorption, c'est-à-dire de fermeture de Trésoreries, est une véritable usine à gaz !

Elle dégradera les conditions de travail des agents des 3 Trésoreries fermées comme ceux des services accueillants. L'accueil tout comme les SIP et les SPL des sites de FONTAINEBLEAU, NEMOURS et MELUN s'en trouvera affecté avec un volume supplémentaire de contribuables, de charges de travail et donc des conditions de travail proches du « burn out ».

Dans un contexte de suppressions d'emploi, ces fusion-absorptions creusent le fossé entre l'effectif fixé par le TAGERFIP et l'effectif réel, ce qui va aggraver une situation pourtant déjà alarmante.

Monsieur le Directeur, avec ces fermetures nous craignons le pire pour les agents concernés.

Nous exigeons donc le maintien de ces 3 Trésoreries, comme de toutes les Trésoreries de proximité de Seine et Marne, dans leur commune d'implantation.

Les représentants CGT FINANCES PUBLIQUES 77 :
Sylvie RISACHER, Hervé LE DALLIC, Amar ARRAR

